L'Echo de Manitoba

JEUDI, 18 AOUT, 1898.

LA CRISE POLITIQUE

A la Colombie Anglaise.

M. Jos. Martin.

M. Turner s'étant démis, à la demande du Lieutenant-Gouverneur, un M. Beaven fut appelé à former un Cabinet ; mais ce dernier n'ayant pu réussir dans sa tâche, dut remettre sa charge et le Lieutenant-Gouverneur demanda alors au chef accrédité de l'opposition, M. Simlin, de former un gouvernement.

M. Simlin accepta et sa première démarche fut d'offrir un portefeuille à M. Jos. Martin, qui se sentant blessé dans son orgueil parce que le Lieutenant-Gouverneur ne lui avait point confié le soin de former le Cabinet, refusa d'entrer dans l'administration de M. Simlin.

Dans une entrevue avec un rapporteur de la presse, M. Martin expliqua son refus de faire partie du gouvernement Simlin de la manière suivante :

"Mons. Simlin est incompétent et conséquemment je ne puis pas accepter un portefeuille sous un chef qui n'a pas les qualifications voulues. D'ailleurs," ajoute-t-il, "il était entendu, lorsque je consentis à devenir candidat aux dernières élections, que je devais être choisi comme le chef de l'opposition."

Cette déclaration fait bien ressortir le caractère distinctif de l'homme. Il faut qu'il commande à bord du vaisseau politique sinon il est prêt à faire couler l'embarcation.

C'est un agitateur dont l'ambition n'est égalée que par l'égoïsme le plus effréné. Rendu à la C. A. seulement que depuis un an, il voudrait imposer sa volonté à toute la province et supplanter tous ceux qui portent ombrage à sa folle ambition.

Il menace de résigner son siège, s'il n'est point choisi comme chef du gouvernement. Or M. Jos. Martin n'a pas le don de la résignation. Que de fois il remit sa résignation entre les mains de l'Hon. M. Greenway, et à chaque fois, lorsqu'il vit qu'elle devait être acceptée, il la retira.

C'est un rude joueur mais un mauvais joueur Il n'est pas plus heureux au jeu de la politique qu'il l'est au jeu de cartes pour lesquelles il entretient une grande passion.

Nous n'hésitons pas à reconnaître à M. Martin un certain talent, mais tous ceux qui ont lié connaissance avec lui, s'accordent à reconnaître qu'il manque de jugement. C'est un bateau sans gouvernail et qui va à la dérive de tous les vents.

M. Simlin a donc raison de se réjouir du refus de M. Martin de devenir lieutenant dans son administration.

Il ne serait pas plutôt rentré en fonction, qu'il se serait senti le désir de devenir Premier Ministre. C'est un traître qui sacrifiera amis, parti, etc., etc., pour arriver à son but.

Ce n'est plus un secret aujourd'hui, que lorsqu'il fit partie du Gouvernement Greenway, il s'étudia à miner son chef et prit tous les moyens pour le supplanter.

Il présenta son bill des écoles de 1890, dans le seul but de devenir Premier Ministre. Il monta le cheval protestant avec la conviction que M. Greenway y mettrait des obstacles ; mais grand fut son désappointement lorsqu'il vit M. Greenway enfourcher son cheval et le trotter triomphalement à travers la Province. M. Greenway, qui a du flair, s'était aperçu que M. Martin convoitait sa position et comprit parfaitement la signification du Bill des Ecoles. Aussi réussit-il à déjouer tous les plans de son Procureur-Général et finit, tranquillement mais aisément, par le mettre à la porte.

Il était temps, l'édifice libéral, ébranlé par les intrigues et les violences de M. Jos. Martin, menaçait de s'écrouler.

On se rappellera que M. Jos. Martin avait réussi, à une époque, à enlever les pilliers qui soutenaient l'édifice. Par son despotisme, il avait éloigné M. Isaac Campbell du Parti Libéral ; M. James Fisher fut notifié par M. Martin, qu'il (Fisher) ne pouvait plus prendre part au caucus, puisqu'il avait différé d'opinion avec lui (Martin) sur une des questions principales. M. Martin est aussi responsable de la fameuse séparation du Parti Libéral local, de M. Luxton, M. R. P. Roblin, M. A. F. Martin, M. W. Lagimodière et M. M. Jérôme.

Aux élections générales de 1896, par sa conduite arbitraire, il nous fit perdre le Comté de Provencher, et faillit faire battre le candidat libéral, M. Macdonnell, dans le Comté de Selkirk. M. H. J. Macdonald fut élu dans Winnipeg parce que M. Martin persista à se présenter, tandis que M. Jamison eut pu remporter la victoire d'emblée.

Il ne faut pas perdre de vue, que M. Martin en 1886, répudia le Parti Libéral. Il menaça même le *Free Press*, d'une action pour libelle si ce journal ne retranchait point son nom de la liste des candidats *liberaux*. Sa fameuse lettre, contenant cette menace, existe encore et peut être produite en aucun temps.

Quelques journaux libéraux, prétendent soutenir que M. Martin est un honnête homme. Pourtant son *omnibus bill* de 1885 ainsi que les deux verdicts dans la fameuse cause de Martin-Luxton, seraient bien de nature à inspirer une toute autre idée.

La position que M. Jos. Martin prit sur le parquet de la Chambre des Communes, relativement à la Question des Ecoles, démontre au moins qu'il n'est pas un honnête politicien et voici les faits :

M. Martin visant le Département de l'Intérieur—advenant l'arrivée des Libéraux au pouvoir—comprit que pour atteindre son but il fallait se concilier l'élément français, aux Chambres des Communes. Or, discutant la Question des Ecoles, il reconnut publiquement que les Catholiques de Manitoba avaient des griefs, mais repudia toute la responsabilité de son bill de 1890 et en jeta tout l'odieux sur M. Greenway qui s'était laissé influencer, dit-il, par les Ministres des dénominations protestantes. Le bill introduit par M. Martin créait des écoles neutres tandis que le bill passé par les Chambres pourvoit à l'existence d'écoles nationales et protestantes.

Or de l'aveu même de M. Martin, il s'est rendu coupable de la plus grande perfidie dont on puisse accuser un homme public.

Le Procureur-Général convaincu de l'injustice du bill en question, se fit son *defenseur et meme son promoteur* en Chambre.

Tout honnête homme se fut refusé à suivre une conduite aussi honteuse ; mais M. Jos. Martin tenait à son portefeuille et contribua de toutes ses forces à faire passer une mesure qu'il reconnaissait injuste et tyrannique.

Peut-on appeler *cela* un honnête homme ?

M. Martin a sans cesse été une cause de trouble dans les rangs du Parti Libéral, et continuera à l'être tant qu'il prendra part aux luttes politiques.

Il est parti de notre Province de dépit, n'ayant pu supplanter ni M. Greenway ni M. Sifton. Il entretient une rancune sournoise contre ces deux derniers, et qu'on se le tienne pour dit, il continuera à créer des embarras tant qu'il n'aura pas assouvi sa haine contre eux et que son ambition ne sera pas satisfaite.

M. Greenway et M. Sifton ont échappé aux intrigues du fougueux député de Vancouver, et M. Turner peut se féliciter d'en être débarrassé. Cependant nous ne serions aucunement surpris d'apprendre, que M. Martin n'ayant pas réussi à se faire choisir comme chef, irait faire des bassesses auprès de M. Simlin et demanderait à devenir un des ministres de son administration. Ça serait le complément de sa dégradation et de son avilissement politiques, mais il n'y a rien d'impossible à Monsieur Jos. Martin.

Monsieur Jos. Martin, il est né ; Monsieur Jos. Martin, il est ; et Monsieur Jos. Martin, il sera.

POST SCRIPTUM.

Depuis que ce qui précède est écrit, un télégramme nous annonce que ce que nous avions prévu, est arrivé.

M. Jos Martin s'est soumis et a accepté un portefeuille dans le Cabinet de M. Simlin.

Les Libéraux de la Colombie Anglaise, feraient bien de profiter de l'expérience de leurs amis de Manitoba et de tenir le nouveau Procureur Général constamment en vue.

Ils Sont Grotesques et Odieux

La passion politique peut donner lieu à des manifestations très diverses suivant la qualité des cervelles où il lui arrive d'élire domicile.

Chez les gens convaincus et et ardents mais intelligents et sincères, elle provoque parfois des tempêtes d'invectives, des ouragans d'injures ; tel un nuage interceptant la lumière elle peut obscurcir momentanément le jugement et provoquer des exagérations regrettables. Mais l'orage passé, la discussion sur le point en litige terminée, il ne reste plus en présence que des gens de cœur, convaincus de la sincérité réciproque de leurs convictions, par suite pleins d'estime l'un pour l'autre et tout disposés à le reconnaître.

Il en est d'autres par contre, chez qui la passion politique au lieu d'être le résultat de convictions chaleureuses, a pour unique raison l'intérêt personnel.

Dans ces cervelles étroites l'égoïsme envahissant, ne laisse de place pour aucun autre sentiment ; il atrophie, il annihile tous les viscères.

Ces gens-là se refusent à reconnaître des sentiments qu'ils ignorent eux-mêmes.

Ces chauves-souris de la politique ne peuvent supporter l'éclat des incontestables qualités de leurs adversaires, leur hostilité s'accroît, leur étroitesse d'esprit grandit en raison directe de l'étendue de ces qualités.

Le voyage de Sir Wilfrid Laurier à Winnipeg, la semaine dernière, nous a fourni un nouvel exemple de cette étroitesse d'esprit, de cette animosité détestable et haineuse.

Nous ne faisons point l'injure à nos compatriotes canadiens conservateurs de les confondre avec la coterie ambitieuse qui contrôle *Le Manitoba*, nous savons pertinement que nombre d'entre eux ne se sont point gênés de désavouer l'attitude grotesque de cette feuille.

La grande majorité de notre population française a fort heureusement assez de bon sens, elle a trop souci de l'honneur du nom canadien, pour ne point être reconnaissante à Sir Wilfrid Laurier de l'éclat que ses talents ont jeté sur notre race ; Conservateurs comme Libéraux ont pour ce noble représentant de la nation canadienne un profond respect, et ces vrais patriotes s'indignent lorsqu'ils voient des médiocrités envieuses, qui doivent leur élévation à *de toutes autres causes que leurs propres merites*, feindre d'ignorer, de dédaigner (c'est à pouffer !) un homme universellement aimé, respecté et admiré par tous, adversaires ou amis.

A l'œuvre on connait l'artisan, dit le proverbe. Nos compatriotes du Manitoba voient par cet exemple quelle confiance ils peuvent avoir dans des hommes qui ont si hypocritement manifesté, leur haineuse partisannerie, leur absence complète de patriotisme.

Deplorable Tactique

Il parait y avoir à Chicoutimi un petit centre d'esprits chagrins et mécontents, tout particulièrement enclins à un sentiment fort peu chrétien : la *jalousie*. Ils ont pour porte-parole un organe qui malgré son titre est fort agressif, et dont la devise :

"Consacrer sa vie à la vérité," semble être passablement ironique si l'on considère que son numéro hebdomadaire est généralement consacré à la dénaturer.

Or donc, dans une récente issue *La Defense* nous apprend que :

"La Province de Québec souffre. Ses ressources se développent lentement, ses entreprises n'avancent point, faute de subsides."

Pourtant s'il faut en croire le témoignage d'un habitant même de Chicoutimi, témoignage paru dans un numéro récent du *Soleil*, le Gouvernement Fédéral aussi bien que le Gouvernement Provincial ne ménagent point leurs faveurs. L'énumération des quais, des chemins, des subventions accordés cette année à la région du Lac Saint Jean et de Chicoutimi, prend toute une grande colonne du *Soleil*, et devant cette énumération précise il nous faut bien reconnaître que *La Defense* a négligé de consacrer quelques minutes à l'examen de la vérité.

Mais là n'est point la question ; s'il ne s'agissait que d'une simple *affaire de clocher* nous n'aurions garde d'intervenir dans un débat où nous n'avons que faire, malheureusement nous sommes forcés de prendre la défense de la Province. Pour défendre Québec, *La Defense* attaque l'ouest du Canada, si Québec végète c'est parce que l'Ouest grandit, si Québec n'a pas de subsides, c'est parce que l'Ouest absorbe tout, et voilà nos Provinces devenues :

Le pêlé, le galeux d'où venait tout le mal !

Nous ne nous arrèterons pas à faire ressortir tout ce que ce procède à de peu délicat, aussi bien, nous savons par expérience à qui nous avons à faire, nous sommes payés pour le savoir.

Mais il importe d'en finir avec ces sottes accusations qui sont absolument mensongères ; consacrons donc quelques lignes à la manifestation de la vérité.

La Province de Québec qui profite le plus largement du commerce maritime du Dominion, serait mal venue à se plaindre du développement prodigieux des Provinces de l'Ouest. L'on peut affirmer hautement que le blé du Manitoba a fait plus pour la renommée du Canada que n'importe quelle autre exportation de la Puissance.

Est-il possible de nier la part prépondérante dans le commerce d'exportation, de nos blés, de nos troupeaux, voir même de notre fromage, et si pour arriver à ce résultat la Province de Québec a dû payer sa quote part dans les frais de construction du G. P. R., ne se trouve-t-elle pas chaque jour largement récompensée par l'accroissement prodigieux que nous apportons pour notre part à son commerce ?

N'avons-nous pas nous-mêmes fourni la plus grosse part de la subvention, et pourtant l'immense territoire cédé à la Cie, ne nous a pas empêché de nous développer.

Ne sont-ce pas nos cultivateurs qui supportent encore aujourd'hui les lourdes charges d'un frêt onéreux, s'il faut aller jusqu'au bout les coffres où viennent s'amasser les profits de cette gigantesque entreprise ne sont point scellés dans les murailles de nos villes.

Reprocher au Gouvernement la construction du chemin de fer du Nid de Corbeau, est encore une turlutaine de la même valeur.

Quant aux frais consacrés par le Gouvernement au peuplement de nos provinces, nier leur nécessité, revient à proclamer qu'il eût été préférable de laisser à jamais désertes les plaines de l'Ouest.

Il peut y avoir des gens à l'esprit assez étroit et retrograde pour oser le penser, mais de ceux-là nous n'en avons cure.

Non, ce ne sont point ces subventions qui ont pu faire tort à la Province de Québec, loin de là, et *La Defense* n'a pas eu la main heureuse dans le choix de ses récriminations.

Il nous semble que sans s'en prendre à l'Ouest Canadien, elle pourrait trouver dans la Province de Québec des subventions accordées par le dernier Gouvernement Conservateur qui sont loin d'avoir donné un résultat aussi brillant que celles auxquelles elle refère.

Pour nous, bien loin de partager la manière de voir de notre confrère, nous serons fort heureux de toutes les subventions qui pourront échoir à nos compatriotes de l'Est, car nous estimons que le progrès de l'un est profitable à tous, toutefois nous nous permettrons de lui faire remarquer que le merveilleux élan de nos provinces n'est nullement dû aux seules subventions gouvernementales, il est dû surtout au merveilleux esprit d'entreprise de nos concitoyens, à leur recherche incessante pour l'amélioration de leur culture, comme de leur condition économique.

Notre éloignement du Sinaï nous a habitué à ne point compter sur l'intervention humaine ou divine pour recevoir "la manne" et dussions-nous voir les eaux du Lac St Jean se soulever et la baie des Ha-Ha édborder, nous sommes forcés pour être justes de reconnaître qu'au point de vue économique notre Gouvernement Provincial actuel, dont M. Greenway (cieux, voilez-vous !) est le Premier Ministre, a une très large part dans la prospérité actuelle de notre Province, et nous conseillons sincèrement à *La Defense* de s'inspirer de ses méthodes pour le plus grand profit de nos compatriotes de Québec.